

<http://lepcf.fr/Vous-ne-pouvez-pas-avoir-raison-avec-Dieu-et-avec-le-diable-en-meme-temps>



Portugal : Jerónimo de Sousa envoie un message au PS :

**« Vous ne pouvez pas avoir
raison avec Dieu et avec le
diable en même temps »**

- Internationale - Mouvement Communiste -



Date de mise en ligne : lundi 5 février 2018

Copyright © Faire Vivre le PCF ! - Tous droits réservés

Ce qui se passe au Portugal est tout à fait original, l'union entre les communistes et les socialistes a produit des avancées importantes pour les travailleurs et un meilleur état de l'économie, mais il semble que le PS renâcle à poursuivre dans la voie. Le secrétaire du parti communiste portugais parle ici de la stratégie de son articulation, une articulation de l'union gouvernementale mais celle-ci n'est pas première, elle est subordonnée aux luttes, ce sont elles qui sont déterminantes et pas la stratégie électorale qui a ses limites pour les travailleurs (note et traduction de danielle Bleitrach)



Jerónimo de Sousa, secrétaire général du PCP depuis 2004, parle dans cette interview des avancées réalisées dans cette législation , mais affirme également qu'elles sont insuffisantes.

Jusqu'en 2020 au moins, Jerónimo de Sousa est le visage du PCP. Alors seulement, il y aura un congrès qui peut ou non changer la direction du parti. Jérôme ne veut pas laisser aux autres la décision de continuer ou de partir. Il préfère le prendre lui-même, en écoutant ceux qui l'entourent.

Pour l'instant, tout ce que vous entendez dans la rue est : « Continue ».

Au PUBLIC et à la Renaissance, le secrétaire général du PCP parle de Centeno, de Rio, de la ligne qui sépare la gauche et la droite, de l'euthanasie et, bien sûr, de la lutte ouvrière. Et il met en garde : « Nous ne faisons pas taire les contradictions qui existent » et « vous ne pouvez pas avoir raison avec Dieu et avec le diable en même temps ».

Une priorité du PCP semble être la réforme de la législation du travail. En particulier, que veut et propose le PCP ?

Si vous me permettez une introduction, dans cette nouvelle phase de la vie politique nationale, nous apprécions grandement que des mesures significatives aient été prises, notamment en termes de revenus et de droits des travailleurs. Ces mesures ont le mérite de contrer la thèse selon laquelle il y aurait plus de compétitivité et de développement économique avec une politique de bas salaires et peu de droits. Mais en même temps, nous ne pouvons pas oublier la nature insuffisante et limitée de ces progrès

Ce que nous avons eu au cours de ces deux années, c'était beaucoup de récupération des salaires dans la fonction publique. Mais récemment, les fonctionnaires du PS ont déjà dit qu'il n'est pas possible de continuer à récupérer les salaires.

Est-ce que le PCP accepte cela ?

Je préfère noter et avertir de ce qui suit : nous parlons de travailleurs qui n'ont pas reçu d'augmentation de salaire depuis huit ou neuf ans. C'est ce dont il s'agit. Nous défendons l'augmentation générale des salaires, privés ou publics, de sorte que nous comprenons que cette question de l'évaluation des salaires, en particulier avec l'évolution du salaire minimum national, est une condition fondamentale. Nous parlons d'une mesure incontestable.

En dehors de la question salariale, que veut le PCP en ce qui concerne les droits du travail ?

L'une des questions clés est de résoudre la déréglementation des horaires de travail. Certains conflits de travail font face à une intention claire, notamment des multinationales, un objectif clair de la déréglementation des horaires, soit ne reconnaissant pas les deux jours de repos hebdomadaire, soit par des méthodes telles que la banque des heures, soit par le temps de groupe. On ne tient pas compte de la vie personnelle et familiale des travailleurs. C'est une question très importante et nous avons l'initiative dans ce domaine. Nous caractérisons le PS comme un parti qui a souvent pratiqué une bonne politique.

Quelles autres propositions le PCP pourrait-il présenter ?

Il y a toute une série de propositions allant de la santé et de l'hygiène sur le lieu de travail à la lutte contre la précarité, qui est un énorme fléau. Nous notons l'augmentation de l'emploi au Portugal. C'est un fait. Mais nous devons voir la qualité de l'emploi. Les deux tiers des jeunes entrent précairement sur le marché du travail. Il faut pour chaque emploi permanent, un contrat de travail efficace. Respecter les saisons et les problèmes exceptionnels.

Avez-vous trouvé une certaine réceptivité de la part du PS ?

leurs déclarations publiques n'en font pas état. Évidemment, dans le contexte des relations existantes avec le PS, nous le contestons, car la question des droits des travailleurs a toujours été une zone frontalière entre la gauche et la droite. Ceux qui se déclarent à gauche doivent avoir cette responsabilité au profit de la partie la plus faible.

Si le PS ne reste pas avec le PCP dans les propositions de législation du travail est-ce que vous en concluez que le PS n'est pas de gauche ?

Nous caractérisons le PS comme un parti qui pratique souvent une politique de droite. Cette question des droits des travailleurs n'est pas la seule chose qui définit la gauche et la droite, mais c'est une zone frontalière. Ce que nous avons vu, c'est qu'avec cette nouvelle phase de la vie politique nationale, le PS et le gouvernement PS étaient disponibles et ouverts à certaines des avancées mentionnées. Le PS a cette responsabilité. C'est dans ce cadre d'avancées et de pas positifs que la contradiction s'accroît.

Ces avancées ont contribué à l'idée qu'il y a une paix sociale, moins de grèves, les unions semblent plus domestiquées.

Est-ce un signe que le PCP a été capable d'influencer la gouvernance ? Ou la légère augmentation de la contestation menée par la CGTP montre-t-elle que cette influence n'est plus suffisante ?

Personne ne le croit, il ne peut y avoir un travailleur qui estime qu'en matière de législation du travail il suffit d'avoir une initiative législative à l'Assemblée de la République pour que les choses soient résolues. C'est de l'histoire du mouvement ouvrier qui dit que l'union ne donne pas de droits, ils se conquièrent conquièrent.

C'est pourquoi le PCP a maintenant des affiches, dont une est juste devant le siège du PS, à Largo do Rato, qui dit. « Plus de combat, plus de puissance au PCP » ?

Ce n'était pas intentionnel, c'est une question géographique ... Nous préférons dire directement au PS [ce qu'il y a à dire] au lieu de le faire par la poste. Nous donnons beaucoup de valeur à la lutte, en particulier à la lutte de protestation. Les droits ont été gagnés et non donnés. Chaque fois qu'il y avait une intervention et la lutte des travailleurs, il y avait des progrès significatifs. Cette action, cette lutte est indispensable.

Aujourd'hui, nous avons une politique que nous considérons comme dépendante des intérêts de ce que nous considérons comme le grand capital monopoliste

Jerónimo de Sousa. Pouvons- nous compter sur plus de lutte de la part du PCP et de la CGTP ?

Ce n'est pas décrété. Ce n'est pas parce que le Comité central décide qu'il doit y avoir plus de combats qu'il y aura plus de combats, n'est-ce pas ? Ce que le PCP fait, c'est attirer l'attention, mobiliser la conscience et les énergies pour le besoin de répondre à des problèmes concrets.

Dans quelle mesure y aura-t-il plus de lutte et plus d'activité du PCP à l'approche de 2019 ?

Nous allons d'abord avoir la bataille des élections au Parlement européen suivi les législatives, mais ce que nous faisons en ce moment c'est de prendre l'engagement que nous avons pris, pas avec le PS - c'est une erreur - notre engagement de base ce n'est pas avec le PS, c'est avec les travailleurs et avec les gens. Et cela n'a jamais été un résultat électoral qui nous a conditionnés ou a conduit au changement fondamental de cet engagement que nous avons avec les travailleurs et le peuple, ou qui nous conduirait à nous calmer, à nous taire ou à limiter notre action. Dans ce processus, malgré la confusion, toujours, le PCP a pris une position indépendante, votant en faveur de ce que nous considérons positif, votant contre ce que nous avons compris comme négatif. C'était comme ça pendant ces deux années.

De la façon dont vous parlez, il semble que le résultat que le PCP a dans les assemblées législatives soit indifférent.

Nous ne disons pas cela, évidemment. Ce que je dis, c'est que cela ne nous conditionne pas. Mais bien sûr, nous luttons pour une action plus forte, l'intervention et la représentation du PCP dans les institutions, y compris au Parlement, sur la base de cette idée : « examiner les progrès et faire une comparaison avec le programme PS, ou le programme PS gouvernement et constater que beaucoup de ces progrès dans les retraites, le dégel des carrières, les questions de l'IRS et la politique fiscale ne sont pas là. » Cela était essentiellement dû à la persistance, à l'action et à la contribution du PCP. C'est-à-dire qu'il y a des progrès que le PS seul ne réaliserait jamais et réaliserait parce que nous avons cette position claire. Pour cette raison, pour les travailleurs et pour le peuple portugais, il est très important de donner plus de pouvoir au PCP.

Il a donc un solde positif de ces deux ans et demi ...

Il y a un Bilan positif par rapport aux avancées. Mais nous ne nous effaçons pas, ni ne gardons le silence sur les contradictions qui existent actuellement et qui deviendront un jour insurmontables.

Et peuvent-elles devenir insurmontables avant 2019 ?

Que ... nous ayons un gouvernement PS seul, le gouvernement au pouvoir, nous ne déterminons pas les options et la gouvernance du PS, mais nous attirons l'attention. Nous avons aujourd'hui une politique que nous considérons comme dépendante des intérêts de ce que nous considérons comme le grand capital monopoliste, nous avons des problèmes fondamentaux à cause des privatisations, par rapport à PT / Altice ...

Etant donné que j'ai déjà dit que cet accord ne se répète pas les circonstances ne seront plus jamais les mêmes,

quel genre d'accord de gauche peut-on faire à l'avenir ?

Ce n'est pas reproductible pour des raisons objectives, compte tenu de la position commune [signée en 2015], mais nous ne manquerons aucune occasion de réaliser des progrès qui se traduiront par le bien-être des travailleurs et de la population. Dans le cadre de notre indépendance et de notre autonomie, nous sommes en mesure, face à une situation concrète, de trouver cette solution concrète. Autrement dit, nous pouvons être ici pour faire des dessins et des scénarios qui seraient au moins hâtifs. En 2015 il y avait une situation concrète, on y a répondu concrètement. Il y en aura une autre, en fonction bien sûr de la relation de forces créée à l'Assemblée de la République.

Avant, nous avons un autre budget de l'Etat à venir.

Certains disent que ce sera le plus facile de cette législature. Quelles avancées seront la priorité du PCP ?

L'une des premières et une petite chose semble être de mettre en oeuvre ce qui a été approuvé dans le budget de l'État pour 2018. Il y a encore des domaines et des problèmes à résoudre pour 2016 et 2017. Le salaire minimum sera une question inévitable. Il ne suffit pas de parler des 600 euros, la vie a évolué. Je ne veux pas avancer un montant fixe, mais il sera certainement supérieur à 600 euros. Un autre problème est la longue carrière contributive. Le gouvernement et le premier ministre lui-même ont fait un premier pas, mais ils ont veillé à ce que d'autres mesures soient prises à l'égard des personnes qui bénéficient de 40 ans de droits. Nous croyons que le gouvernement est en faute. Nous sommes en janvier, l'annonce a été faite en décembre, entrée en janvier et il n'y a pas de mesure tangible. Nous considérons une profonde justice que ceux qui ont travaillé toute leur vie ne soient pas pénalisés dans leurs réformes et leurs retraites,

Cela a été créé par le ministre actuel, dans une autre législature ...

Il a bien fait de s'en souvenir. C'était, en fait, un gouvernement PS qui incluait cette mesure profondément injuste. On peut dire qu'après cela le PSD et le CDS les ont aggravés, mais à chacun ce qui lui appartient.

SÃOIA PUBLIC SAPAGE et EUNICE LOURENÇO Radio Renascença
1er février 2018